

## **ÉNERGIE SAGUENAY**

# **PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY**

**Deuxième partie de l'audience publique du BAPE**

**Commentaire**

**présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

**par**

**Frédérique Cornellier**

**22 octobre 2020**

Au président, M. Denis Bergeron  
Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, je m'appelle Frédérique Cornellier et j'habite sur le merveilleux territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. C'est dans ce vaste territoire que j'ai décidé de m'enraciner, avec ma famille. Il m'importe de protéger ce lieu, cet environnement qui m'est cher.

Je m'oppose au projet de GNL-Québec pour plusieurs raisons qui touchent la crise climatique, les impacts sur les bélugas, les enjeux économiques qui y sont reliés et les impacts sociaux sur la population du Québec.

La crise climatique nous touche tous, de plein fouet. Les impacts de ce projet sont trop élevés pour aller de l'avant. En temps de crise climatique, ce projet est un non-sens.

- à lui seul, ce projet générerait des émissions de l'ordre de 50 mégatonnes de GES/an 2 (de l'extraction jusqu'à la combustion), soit l'équivalent d'environ 10 millions de voitures supplémentaires par an sur nos routes ;
- sur un horizon de 25 ans, ce serait une augmentation de 1 milliard de tonnes de gaz à effet de serre, soit l'équivalent des émissions de 200 millions de voitures ;
- sur l'ensemble de son cycle, le projet de GNL-Québec annulerait en une année tous les efforts de réduction de GES du Québec faits depuis 1990 et empêcherait la transition complète et nécessaire vers les énergies renouvelables ;
- la compagnie GNL-Québec n'a pas démontré concrètement la carboneutralité de son usine de liquéfaction, il n'y a que des scénarios ;
- à ce jour, la compagnie n'a aucun contrat pour prouver que son gaz remplacerait du charbon ailleurs dans le monde.

S'ajoutent à ces chiffres alarmants des impacts sur les bélugas :

- la survie du béluga est menacée par l'augmentation du trafic occasionné par les méthaniers qui sillonnaient le Fjord. On parle de 320 passages de ces gigantesques navires (300 mètres de long) par année dans le Fjord ;
- il ne reste plus que 800 bélugas dans le Ford et leur déclin est alarmant ;
- des chercheurs ont demandé un moratoire sur l'augmentation du trafic pour assurer la survie du béluga ;
- l'augmentation de trafic maritime prévu occasionnerait 5 fois plus de bruit dans le Fjord du Saguenay, ce qui est critique pour la survie de l'espèce. Cette augmentation de cinq fois les périodes de bruit intenses est très préoccupante, car c'est aussi une destruction de l'habitat du béluga si on considère la notion de zone de tranquillité.

Que dire maintenant des enjeux économiques entourant ce projet démesuré, qui est loin de faire l'unanimité au Québec :

- la vaste majorité des investissements de GNL/Gazoduc iraient à l'extérieur du Québec puisque les promoteurs sont américains et que le gaz proviendrait de l'Alberta ;
- à ce jour, la compagnie n'a aucun contrat pour prouver que son gaz remplacerait du charbon sale ailleurs dans le monde ;
- les investisseuses et les investisseurs du projet sont installés dans des paradis fiscaux, et les retombées fiscales pour le Québec sont minimales : « il semble que le taux d'imposition des dividendes versés aux différentes investisseuses et investisseurs du projet pourrait avoisiner 5 %. Un taux d'imposition aussi bas s'explique par les ententes

fiscales bilatérales signées par le Canada avec Hong Kong et les États-Unis. Si les commanditaires avaient été des résidentes canadiennes et des résidents canadiens, le taux d'imposition aurait plutôt été de 39,9 %". Voir [l'étude de l'IRIS sur la structure financière du projet GNL Québec](#) pour plus de détails.

Et finalement, les impacts sociaux sont bien réels et malheureux. Le projet de GNL-Québec divise la population du Saguenay et de l'Abitibi. De plus, il n'y a pas d'acceptabilité sociale à travers le Québec. En effet, une pétition a recueilli plus de 85 000 signatures. À cela s'ajoute les nombreuses lettres ouvertes co-signées par 40 économistes, 126 universitaires, 160 scientifiques ont été publiées. Plus de 250 médecins se sont prononcés contre le projet, appuyant du coup les nombreux groupes communautaires, écologistes, associations étudiantes mobilisés sur le terrain.

Je vous remercie de considérer ces arguments dans l'évaluation de projet.

Frédérique Cornellier